



LA CGT A BOYCOTTE LE CTPL DU 11/12/2006

Le 13 novembre dernier les chiffres de l'ORE sont tombés :

970 suppressions d'emplois pour 2007, autant pour 2008.

Pour les Hautes Pyrénées ce sont 8 emplois qui devaient être supprimés dans les services , ramenés à 7 selon les documents transmis au membres du CTPL.

Ces chiffres sont catastrophiques pour notre département qui n'avait jamais connu une telle saignée depuis la mise en place de l'ORE (-4,20 % des effectifs implantés B et C).

Les méfaits de l'ORE touchent directement le fonctionnement des postes mais, en gérant la pénurie d'emplois, et en répartissant ceux-ci dans les départements, l'ORE a aussi de réelles conséquences sur les possibilités de mutations des agents du Trésor Public. Sur les tableaux de mutation vers notre département, les agents inscrits, parfois depuis fort longtemps ont intérêt à s'armer de beaucoup de patience : le jour où ils pourront rejoindre leur famille n'est pas près d'arriver !

Le SNT-CGT dénonce depuis son origine l'outil ORE. Les résultats de cette année ne sont que la triste illustration de ce que nous avons annoncé.

L'ORE est définitivement l'Outil de Répartition des SUPPRESSIONS d'Emplois ! Dans un budget essentiellement guidé par une politique libérale de réduction des coûts au détriment (voire au mépris) du service public, l'ORE ne sert qu'à répartir un effectif qui se réduit d'année en année.

Pour notre département, quels postes et services seront les perdants au grand jeu de l'ORE ?
Quel poste comptable sera menacé dans son existence même ?
Quelles missions seront négligées, abandonnées ?

Au grand jeu de l'ORE, il n'y a que des perdants : les agents, les usagers, le service public...

Mais, au delà des chiffres à l'état brut, **dans les Hautes Pyrénées comme ailleurs , les effets de l'ORE sont concrètement ressentis et la tension monte dans le réseau.**

Le manque criant de personnels est chaque jour plus visible et génère des conditions de travail à la limite du supportable. La DGCP et ses relais locaux , dans leur logique libérale purement comptable, cherchent des économies budgétaires sur le dos de ses agents, estimant des gains de productivité possibles sans aucune évaluation sérieuse, au détriment du service public et des conditions de travail des personnels. C'est bien là, la réalité quotidienne des agents !

Cela pose également la question de l'efficacité sociale des missions face aux attentes des populations et des élus. La nécessité d'un service public de qualité répondant toujours mieux à ces besoins est reconnu par tous.

Cela suppose d'en réunir les conditions en arrêtant les suppressions d'emplois et en

redéfinissant les moyens d'une administration plus efficace.

Les restrictions budgétaires, les suppressions d'emplois poussent la direction à faire des restructurations qui ont des effets dévastateurs sur les agents. **La « rentabilité » et la « performance » matérialisées par les objectifs et les indicateurs du CPP ont des effets concrets sur la dégradation des conditions de travail. La direction culpabilise les agents, tente de casser la dynamique collective du réseau au profit d'une mise en concurrence (notation, prime individualisée...).**

Tout cela rajouté à une augmentation de la charge de travail crée un véritable malaise et le sentiment légitime d'un manque de considération et de reconnaissance des efforts fournis.

Une véritable « dictature » des objectifs et des indicateurs s'est instaurée créant de plus en plus de tension entre les postes comptables

et les Trésoreries générales qui, compte tenu des choix définis par la direction générale, ont de plus en plus de mal à exercer leur rôle de soutien aux PNC.

Les applications informatiques comme Hélios engendrent de gros surcroûts de travail et rendent les conditions de travail encore plus difficiles.

Les transferts de mission sont annoncés sans que soient préparées les conditions de ces

transferts. L'exemple des Domaines illustre avec sur le fonds de sérieuses craintes sur la pérennisation de cette mission à la DGCP.

Des processus d'organisation du travail dans des trésoreries recouvrement (front office : back office), inspirés des conceptions de management à l'œuvre dans le secteur privé, industrialisent l'accueil au détriment d'un service de qualité.

Pour toutes ces raisons auxquelles s'ajoute le contentieux salarial qui perdure depuis 2000 (5,6 % de perte de pouvoir d'achat), la section CGT des Hautes Pyrénées a décidé de ne pas participer à cette parodie de dialogue social que constituait le CTPL du 11 décembre 2006.

Il est plus que jamais nécessaire de lutter pour d'autres choix et d'exiger :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et la création d'emplois qualifiés,
- un plan de reconnaissance des qualifications pour tous,
- l'ouverture de négociations sur les conditions d'exercice des missions
- l'arrêt des réformes en cours (accueil commun, compétences croisées...),
- l'arrêt des fermetures de poste et un maillage territorial garantissant un service public de proximité,
- l'ouverture de négociations salariales et une véritable refonte de la grille.

L'action au Trésor dans l'unité est aujourd'hui indispensable pour faire évoluer la situation. Elle a besoin de l'engagement de tous pour peser sur les choix de la direction et du ministère.

ALORS TOUS EN GREVE LE 14 DECEMBRE !

POSTES COMPTABLES	Effectifs actuels implantés	ORE 2007	Différence ORE/implanté
Trésorerie Générale	36,5 (6 + 1) ¹	33,84 (6+1) ¹	-2,66
Loures-Barousse	1,5	1,5	0,00
Ossun	2,0	1,69	-0,31
La Barthe de Neste	2,0	1,76	-0,24
Saint Laurent de Neste	2,0	1,77	-0,23
Tournay	2,5	2,16	-0,34
Trie sur Baise	2,0	2,17	+0,17
Rabastens de Bigorre	2,5	2,25	-0,25
Castelnau Magnoac Galan	2,5	2,42	-0,08
Vic en Bigorre	3,0	2,55	-0,45
Vielle Aure	3,0	3,17	+0,17
Arreau Borderes	4,0	3,65	-0,35
Lannemezan	5,0	4,62	-0,38
Luz Saint Sauveur	5,0	5,00	0,00
Maubourguet	5,5	5,16	-0,34
Lannemezan Centre Hospitalier	6,5	6,05	-0,45
Tarbes Adour Echez	6,5	6,10	-0,40
Argeles Gazost	7,0	6,57	-0,43
Paierie Départementale	8,5	9,36	+0,86
Bagnères de Bigorre Campan	10,0	10,01	+0,01
Lourdes	11,5	11,46	-0,04
Tarbes	15,0	14,10	-0,90
Tarbes Municipale	15,0	14,64	-0,36
TOTAL	166,00	159,00	-7,00

¹Equipe de dépannage et agent enquêteur